

Textile : Pimkie taille 208 postes

Lille. Privée de rupture conventionnelle collective, l'enseigne de prêt-à-porter a entamé avec les syndicats les négociations d'un plan de départs volontaires.

Pimkie visait une première nationale. Pour tailler 208 postes dans ses effectifs français, l'enseigne textile de la galaxie Mulliez (563 M€ de chiffre d'affaires, 5200 salariés), comptait recourir à une rupture conventionnelle collective (RCC). Une nouvelle procédure introduite dans le Code du travail par les ordonnances Macron pour faciliter les départs volontaires dans des conditions moins contraignantes pour l'employeur.

Pas question pour les syndicats FO et CGT, vite rejoints par la CFDT. Dès la première rencontre avec la direction, leurs délégués ont signifié leur opposition de principe à ce type de procédure. Les trois organisations pèsent à elles-seules 76 % de représentativité. La mise en œuvre d'une RCC nécessitant la signature d'un accord collectif majoritaire, les négociations s'orientent désormais vers un probable plan de départs volontaires. C'est en tout cas l'objet de l'accord de méthode signé avec la direction qui encadre les négociations



programmées jusqu'au 21 février. L'entreprise évoque quant à elle des résultats déficitaires et un chiffre d'affaires en baisse de 10%. Et se prescrit en conséquence un remède de cheval: la suppression de 53 postes au siège, 31 à la direction nationale de Neuville-en-Ferrain et 41 en logistique. La direction

évoque aussi la fermeture ou la vente de 37 magasins en France dont trois à Saint-Omer, Calais et Lens. Ces fermetures impacteraient particulièrement 83 salariés qui ne bénéficient pas de solutions de reclassement.

"Payer les pots cassés pour l'international"

Une saignée excessive et injustifiable selon les syndicats reçus par Martine Aubry en janvier. "Le motif économique est discutable pour la France. L'Italie, l'Espagne et l'Allemagne sont déficitaires depuis quelques années déjà", analyse Marie-Annick Merceur, déléguée CFDT chez Pimkie. "Nous avons l'impression de payer les pots cassés pour l'international et des problèmes qui n'ont pas été résolus". Mi-janvier, les délégués ont lancé une pétition destinée à la ministre du travail Murielle Pénicaud. Sans pour autant se faire d'illusion. "De toute façon, ils feront partir les salariés. Ils sont déterminés", se désole la syndicaliste ■ E.V.

Transports : le picard Blondel croque Grimonprez

Saint-Quentin. Le groupe de transport-logistique bondit de plus d'un tiers en rachetant 100% des Transports Grimonprez. Objectif : 200 M€ de CA en 2022.

C'est un mariage entre deux poids lourds du transport régional. Basé à Saint-Quentin, le Groupe Blondel vient de finaliser une croissance externe majeure avec le rachat de la totalité des titres du Groupe Transports Grimonprez et des établissements Vercaigne que ce dernier avait acquis en 2016 (soit un total de 550 salariés pour plus de 55 M€ de chiffre d'affaires). Après cette opération accompagnée par BPI France, Picardie Investissement et le CIC (tous trois actionnaires minoritaires de la holding familiale) et la Société Générale, le groupe revendique la place de première entreprise familiale de transport des Hauts-de-France. "Au niveau national, on doit se retrouver dans le Top 20", avance son dirigeant Grégoire Blondel, au volant désormais d'un groupe familial de 1800 salariés pour 170 M€ de chiffre d'affaires et d'une flotte de 1000 véhicules.

Ce rachat éminemment stratégique renforce le maillage territorial de Blondel au Nord de Paris. "Transports Grimonprez est très bien implanté sur le Nord et auprès de gros faiseurs comme Carrefour, Auchan, la verrerie mais aussi sur le secteur du camion-remorque que beaucoup de clients attendent", relève Grégoire Blondel.

Dernier kilomètre

L'opération intervient deux ans après la reprise des transports Citra. D'autres croissances externes pourraient suivre dans les prochaines années. Notamment pour satisfaire les ambitions du groupe sur le marché régional du "dernier kilomètre", la dernière étape de livraison au client final. "C'est ce sur quoi nous allons travailler dans les prochains mois pour devenir un acteur incontournable d'ici 2022", annonce Grégoire Blondel qui vise les 200 M€ de chiffre d'affaires à cette échéance. Et



d'annoncer : "Nous recherchons une petite entreprise à racheter pour commencer sur la région parisienne en 2019". Fondé en 1956, Blondel s'est historiquement positionné sur le secteur aéronautique. Depuis quelques années, il s'est diversifié vers la GMS, la cosmétique et l'agroalimentaire ■ E.V.